Besprechnungen = Comptes rendus

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **5 (1998)**

Heft 2

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GÉNÉRAUX

MIREILLE TOUZERY
L'INVENTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU
LA TAILLE TARIFEE (1715–1789)

COMITE POUR L'HISTOIRE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA FRANCE, PARIS 1994, 618 P., FF 249.–

En 1994, Mireille Touzery a publié un «pavé» sur le régime fiscal français du XVIIIe siècle. 400 pages denses et 200 pages d'annexes très complètes dont un glossaire aussi essentiel que bienvenu. Cette thèse qui fera l'objet de cette note, pour faire bonne mesure, devrait être mise en regard du magnifique *Atlas de la généralité de Paris* que M. Touzery édita en 1995.

Il est donc question d'histoire économique. Rien de très excitant pour les nombreux fans de l'anthropologie des mœurs ou de la justice criminelle. Pourtant, au delà de l'arithmétique propre aux mécanismes fiscaux français d'ancien régime – le fameux «marc la livre» – au delà des innombrables variantes régionales, ce sont des points cruciaux de la vie sociale qu'aborde cette étude: les notions de privilège et d'arbitraire. A qui voudrait l'oublier, nous sommes d'ailleurs toujours dans un débat politique fondamentalement identique lorsqu'on évoque en Suisse les conditions à faire valoir en termes de péréquation financière ou de taux d'imposition entre communes ou entre cantons.

Tout au long du XVIIIe siècle, le Monarque dépensier est à cours d'argent: les guerres de succession d'Espagne, de sept ans et d'Amérique, épuisent le Trésor. Pour combler le déficit, les méthodes sont limitées: l'emprunt ou l'impôt. L'impôt et surtout la taille personnelle, malgré les capitations qui ont porté des coups à certaines distinctions, reste fondé sur les privilèges d'exemption dont jouissent nobles, officiers et ecclésiastiques. De plus, le montant de l'impôt est fixé par le Roi; par ce fait, il est totalement étranger au principe de quotité. En conséquence, pour renflouer les caisses, augmenter le prélèvement ne pose guère problème et ce sera le cas jusqu'à l'arrivée de Necker en 1780; en revanche, dans un siècle où des voix s'élèvent contre les injustices, l'Etat par l'entremise de la direction des Finances tente une action pour mieux répartir la charge fiscale entre les individus pris dans chaque paroisse de chaque généralité. L'idée qu'il est possible d'élargir l'assiette sans mettre en cause les privilèges, c'est continuer d'affirmer que la grande masse des médiocres rapporte plus que le petit nombre des nantis et c'est supposer que l'on puisse tout régler à travers la seule technique de répartition. Le premier postulat ne se démontre pas au XVIIIe siècle: il est un credo – contesté, certes. En revanche, l'action de réforme peut se déployer sur l'organisation interne du prélèvement des tailles, laquelle devrait éviter toute atteinte à la structure sociale.

En pays d'élection dominé par la taille personnelle, en absence de compoix comme dans les pays d'Etat du Sud du royaume, le système traditionnel de répartition de l'impôt a permis durant des décennies aux notables locaux et aux justiciers de contrôler les opérations. De Paris, les directeurs des Finances Noailles, Orry et Laverdy tenteront successivement d'imposer aux représentants des Parlements et spécialement à ceux des Cours des Aides, une réforme favorable à la puissance de l'administration royale centrale censée œuvrer sur les modes de

confection des rôles fiscaux et qui permettrait de sortir le contentieux de la compétence parlementaire.

Ce que décrit avec talent Mireille Touzery, c'est le déroulement concret de ces réformes. Ce qu'elle montre, c'est que dans l'espace si peu homogène du royaume, seuls les intendants de province pouvaient tenter de mettre en pratique les réformes. Le livre est le récit très fin des limites de l'entreprise qui repose sur la déclaration des revenus (mais quels revenus? Le capital foncier? La rente foncière? L'industrie? etc.) et sur la recherche de critères objectifs pour fixer une tarification. Les relevés cadastraux parcellaires sont trop longs, trop coûteux. Le monde d'ancien régime n'arrive pas à régionaliser le regard. Comme pour les régimes démographiques, on a le sentiment qu'il existe un régime global nourri des contrastes entre paroisses proches. L'exemple parisien analysé en détail par Mireille Touzery est-il exemplaire de l'échec d'une réforme impossible? En tout cas, il montre que la mise en place dès 1740 d'une politique de réforme cohérente, appuyée par l'établissement d'un cadastre par masse de culture, pouvait apparaître comme une réponse positive aux vœux des Lumières (rationalité du procédé, introduction d'un système progressif de l'impôt) mais qui en fait se retournait contre son promoteur par un usage non maîtrisé de l'exécrable moyenne conjointement avec une pratique tarifaire par classes. Comme le constate l'historienne: «la progressivité y fonctionne à l'envers. […] C'est ainsi que l'on a intérêt à être riche dans une paroisse pauvre.» L'échec pour l'intendant Bertier sera synonyme de décapitation en 1789.

Le discours de Mireille Touzery a la grande qualité de ne pas faire du processus qu'elle suit la cause inévitable d'une révolution trop vite considérée comme suite logique de faits antérieurs. Elle met en revanche l'accent sur le fait que toute l'action administrative et donc aussi celle du Roi contournait des questions essentielles touchant à la fiscalité: combien et qui.

Au nom de l'égalité stricte des individus, les Constituants proposèrent leurs réponses qui contredisent parfois nos idées sur la justice soiale: l'impôt sera pour tous, en fonction des biens réels et strictement proportionnel; il ne sera pas non plus de quotité et sera fixe afin que le pouvoir politique ne puisse entraver par l'arbitraire d'un prélèvement soudain le développement des richesses individuelles. Ainsi convergeaient l'image du nouveau citoyen avec celle du vieux contribuable.

Frédéric Sardet (Lausanne)

BRONISLAW BACZKO
JOB, MON AMI
PROMESSES DU BONHEUR ET FATALITE DU MAL

EDITIONS GALLIMARD, COLLECTION NRF ESSAIS, PARIS, FS 47.50

Des nombreux ouvrages récemment parus sur le XVIIIe siècle, on ne reprochera pas à celui de Bronislaw Baczko son étroitesse de vue ou une thématique trop limitée. L'auteur propose en effet un long parcours à travers les Lumières et place sous un jour spécifique les grands acteurs du siècle (Voltaire, Rousseau, Diderot, Condorcet) ainsi que des figures moins connues (Dom Calmet, Van Doelvelt, Sieyès, Rouchet, et d'autres). Ce parcours Baczko l'accomplit en suivant comme fil rouge une tension qu'il décèle partout entre «les promesses du bonheur» que semble receler l'optimisme du siècle et «la fatalité du mal» contre quoi viennent buter aussi bien que leurs prédécesseurs les philosophes, écrivains et législateurs

qui reconstruisent le savoir et la politique sur des bases nouvelles. D'où provient cette tension qui traverse le XVIIIe siècle jusqu'à la Révolution? D'une rupture, selon Baczko, avec la métaphysique chrétienne classique (donc avant Descartes). Celle-ci avait établi sur ces questions un modèle explicatif fort: la fatalité du mal a sa source dans la désobéissance d'Eve et d'Adam et, réservée aux hommes de bien, la promesse du bonheur ancre dans la certitude d'une vie seconde en Dieu (preuve de la bonté et de la justice de Dieu).

Les Lumières s'ouvrent donc par cette fameuse crise de la conscience dont parlait naguère Paul Hazard et qui se définit notamment par le refus du péché originel comme explication du mal et du Paradis comme promesse du bonheur. Ce refus est la marque d'une autonomisation de l'homme par rapport au paradigme dominant issu du christianisme: la raison et la liberté tendent à remplacer les dogmes de la foi. Mais privé du recours à la salvation, l'homme raisonnable n'en est que plus confronté à la présence du mal. De là les stratégies qu'il élabore pour échapper à cet inéluctable retour du mal au sein même d'un monde dont la raison découvre l'ordre rationnel, de là les nouvelles promesses du bonheur qui se créent: utopies sociales, modèles humains, législations futures.

Pour rendre compte de cette fracture, Baczko commence par analyser la trajectoire philosophique de Voltaire concernant la question du mal. Il montre comment le séisme de Lisbonne en 1755, qui fit des milliers de morts, transforme l'optimisme du philosophe, pas loin parfois de celui de Leibniz et de son meilleur des mondes possibles, en un scepticisme modéré et railleur. Voltaire, aux yeux de Bacsko, emblématise les Lumières confrontées au mal: si la nature est conforme à un mode d'organisation rationnel, si l'homme déiste par rapport au Créateur est libéré de toute relation personnelle, alors la présence du mal fait scandale, provoque le vacillement de ces conceptions et suscite ce questionnement sur l'absurde. Cette tension ne se résout pas chez Voltaire et c'est en cela que le philosophe représente un condensé des Lumières: refus d'abdiquer devant les réponses dogmatiques de la métaphysique chrétienne et en même temps dénonciation révoltée de la présence du mal. Baczko présente ainsi le portrait d'un Voltaire résigné à accepter nos limites (on ne comprend pas tout, mais ce n'est pas une raison pour ne pas travailler), tout en montrant la portée philosophique de cette résignation: elle prévient de la fascination pour l'absolu, elle empêche le penseur de tourner a misanthrope, à l'instar du sublime Pascal.

La suite de l'ouvrage est consacrée aux réponses proposées à cette tension, réponses qui s'accompagnent d'une nouvelle lecture de la Bible et d'une critique de la conception traditionnelle de Paradis, auquel on refuse dès lors toute existence hors d'un imaginaire. Cette critique affaiblit considérablement la position chrétienne et suscite une réappropriation de la question du bonheur. Le Paradis est en quelque sorte libéré et est l'objet dès lors d'un réinvestissment fantasmatique. Fontenelle, Diderot, Montesquieu, Rousseau, pour ne citer que les plus célèbres, rompent avec une conception du mal liée au mythe biblique de l'origine. Ils désacralisent l'histoire, la vident des absolus qui l'encombrent et, pour ainsi dire, l'ouvrent au multiple, au relatif, à la liberté et à l'avenir. Et, Bacsko le souligne, le refus des idéaux chrétiens – notamment du salut – crée un sentiment de nostalgie envers un bonheur promis et suscite donc la création d'utopies nouvelles: la figure de l'autre représente un contre-modèle à la société et la politique européennes.

Toutefois, la création d'utopies n'est pas le seul recours utilisé. A une époque où, comme l'indique Bacsko, la France s'incarne dans ses grands hommes et notamment ses écrivains, J.-J. Rousseau devient, par son destin qui le conduit d'une position marginale, d'abord imposée socialement puis voulue, à sa «panthéonisation», un véritable modèle qui cristalise les espoirs et qui indique aussi une attitude morale pure de toute compromission avec le monde social. A ce titre, il est la figure opposée de Voltaire.

Les tensions qui caractérisent le XVIIIe siècle sont aussi particulièrement visibles dans les débats qui tournent autour de la politique et de la légitimité du pouvoir. De Rousseau aux Jacobins, de Sieyès à Robespierre, de Montesquieu à Condorcet, c'est bien l'aménagement d'une nouvelle idée de la *res publica* et de son organisation qui se joue. Et Baczko décrit avec minutie les débats qui concernent le rôle du législateur, le fondement de l'autorité, les manières dont l'idée de nation doit être conçue, la représentation parlementaire et l'importance centrale du langage de l'éducation.

L'ouvrage de Baczko, on l'aura compris, est d'une certaine manière l'antonyme du célèbre livre de Cassirer intitulé *La Philosophie des Lumières*. Plutôt que de réunir en une série de communs dénominateurs les penseurs du siècle, il montre les tensions, les désaccords, les inévitables contradictions qui ont présidé à l'émergence de la modernité. Ainsi Baczko peint un XVIIIe siècle à l'image du destin tragique de Condorcet qui, condamné par ses anciens amis de l'Assemblée, fuit dans la clandestinité pour écrire un hymne au progrès et, une fois arrêté, meurt mystérieusement dans un cachot. C'est bien dans cette promesse du bonheur ratrappée par la fatalité du mal que se dessine le mieux le sombre éclat des Lumières.

Cette fresque passionnante et passionnée est écrite dans une langue délicieuse qu'on dirait parfois inspirée des textes que l'historien commente. Toutefois, malgré sa richesse – ou à cause d'elle – on se permettra de noter la singulière absence de Sade et d'un certain nombre d'écrivains généralement associés au libertinage. Tant il semble que ces derniers sont comme naturellement au centre de cette rencontre, si importante pour décrire le XVIIIe siècle, du bonheur et du mal.

Jean-Paul Jacot (Saint-Gall)

ANDREAS AUER (HG.)
LES ORIGINES DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE EN SUISSE. DIE URSPRÜNGE DER SCHWEIZERISCHEN DIREKTEN DEMOKRATIE

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION SUR LA DÉMOCRATIE DIRECTE, HELBING & LICHTENHAHN, BASEL 1996, 354 S., FR. 78.–

Im April 1995 führte die juristische Fakultät an der Universität Genf eine Tagung über die «Ursprünge der schweizerischen direkten Demokratie» durch, an der Juristen, Historiker und Politologen teilnahmen. Der Band vereinigt 15 Beiträge unter drei Aspekten: die vorrevolutionären Wurzeln (Landsgemeinde, Gemeindereferendum im Kanton Graubünden, Jean-Jacques Rousseau und die Genfer Demokratie, Verfassungsreferendum), Ideen und Institutionen im 19. Jahrhundert (Einführung des allgemeinen Wahlrechts im Tessin, Gesetzesveto und -referendum, Finanzreferendum, die Volksinitiativen des Kantons Zürich, eidgenössische Volksinitiative, Staatsvertragsreferendum).

Wie bei Tagungsbänden üblich, sind Ausführlichkeit und Qualität der Beiträge unterschiedlich ausgefallen, sie vermitteln

jedoch einen Überblick zu Forschungs- und Diskussionsstand und weisen auf Forschungsdesiderata hin, wie die im Abschnitt «Ideen» gruppierten Beiträge zeigen. Alfred Kölz skizziert die «Bedeutung der Französischen Revolution» für die direkte Demokratie. Ohne deren Einflüsse zu verabsolutieren, hält er die Auswirkungen ihrer staatsgestaltenden Elemente, individuelle Freiheit, Gleichheit und Demokratie, auf die verfassungs- wie auf die institutionengeschichtliche Entwicklung der schweizerischen Demokratie, oder vielmehr auf ihren Entstehungs*prozess*, für prägend, auch wenn diese Rezeption aus verschiedenen Gründen nur schwierig nachzuzeichnen ist. Erst in der Demokratischen Bewegung trat neben die «individualistischen Demokratiekonzeptionen die altschweizerische Demokratietradition», wobei der Anstoss auch dafür in der Französischen und Helvetischen Revolution gelegen habe. Damit sieht Kölz die Schweiz eingebettet in den Ideentransfer der «‹atlantischen› Demokratievorstellungen», wie er sich seit dem 17. Jahrhundert herausgebildet hatte und an dem sie ihrerseits mit dem «Export» direktdemokratischer Vorstellungen in die Vereinigten Staaten gegen Ende des 19. Jahrhunderts beteiligt war.

Marc Vuilleumier verweist in seinem Beitrag über den «courant socialiste au XIXe siècle et ses idées sur la démocratie directe» ebenfalls auf die nichtschweizerischen Vorbilder. An Beispielen aus Genf zeigt er, dass zunächst unter dem Einfluss von Victor Considerant schon vor und während 1848 direktdemokratische Postulate aufgestellt und von Albert Galeer auch danach vertreten wurden. Die Kontinuität verkörperte Karl Bürkli, der als Gerbergeselle in Paris Fourierist geworden, neben den Arbeiten von Considerant zu Beginn der 1850er Jahre auch die Schriften des deutschen Moritz Rittinghausen rezipierte und Zeit seines Lebens weniger originell als unbeirrt dessen Ideen postulierte, darin den auf gewaltlose Weise zu erreichenden Weg zur wahren Volksherrschaft sah und in der Demokratischen Bewegung des Kantons Zürich eine führende Rolle spielen sollte. Nach 1890 suchte er mit nur beschränktem Erfolg in einer Diskussion mit Karl Kautsky dieser Frage nochmals eine internationale Dimension zu verleihen. Die entstehende sozialistische Arbeiterbewegung der 1880er Jahre stand hinter den Instrumenten der direkten Demokratie, setzte aber angesichts ihrer Schwäche Initiative und Referendum mehr als Mittel zu Agitation und Propaganda ein und benutzte sie auch dann, wenn der Misserfolg abzusehen war.

Die andere Seite des politischen Spektrums leuchtet Hans Ulrich Jost aus, der in «Le courant radical» die Haltung der Radikalen zur direkten Demokratie auf Bundesebene untersucht. Da für sie vor 1848 die Schaffung des Bundesstaates zentral war, hielten sie direktdemokratische Elemente mit ihren kollektiven und partikularistischen Tendenzen für störend. In den Jahren der demokratischen Bewegung zeigten sie sich als Gegner des Referendums, später auch der Initiative, lernten aber nach deren Einführung schnell, beide Instrumente zum Teil über ihre Verbände für ihre Vorteile einzusetzen und ihre Hegemonie bis zum Weltkrieg zu behaupten.

Franz Wirth wiederholt im wesentlichen die von ihm bereits in seiner 1981 erschienenen Dissertation *(Johann Jakob Treichler und die soziale Bewegung im Kanton Zürich)*, vorgelegten Ergebnisse nebst Begründungen über die Volksbewegungen zwischen 1845/46 und 1854. Verwendete er damals insbesondere für die Bewegung der 1850er Jahre den Begriff «sozialdemokratisch», bezeichnet er nun diese Bewegungen insgesamt als «protodemokratisch», da die Demokratische

Bewegung im Kanton Zürich «nicht erst eine Angelegenheit der 1860er Jahre» gewesen sei. Zu fragen bleibt indes, ob es angesichts der von Wirth zur Begründung herbeigezogenen Erklärungen von Modernisierung und sozialem Wandel nicht sinnvoller wäre, auf den von der Geschichtsschreibung für das 19. Jahrhundert kanonisierten Dreischritt Liberal–Radikal–Demokratisch zu verzichten, statt dessen diese Phasen übergreifend sozialhistorisch zu befragen und auch Bewegungen wie Maschinenstürmer oder den «Züriputsch» in die Untersuchung mit einzubeziehen, die allerdings nur aus der Sicht des fortschrittsgewissen Historikers als «dumpfe Bremsversuche» (151) zu verstehen, tatsächlich aber gerade Beispiele für die «Janusköpfigkeit» sind, die nach Ansicht des Autors die Bewegungen dieser Jahrzehnte charakterisiert.

Den Befund der «Janusköpfigkeit» macht Martin Schaffner zum Ausgangspunkt seiner Überlegungen und plädiert in seinem Beitrag «Die demokratische Bewegung» für eine neue Forschungsperspektive. Am Beispiel des antisemitischen «Mannlisturms» von 1862/63 im Kanton Aargau entwickelt er die Forderung, die Demokratische Bewegung nicht einseitig als Ergebnis eines am Fortschritt orientierten Aufbruchs zu verstehen, sondern das Doppelgesichtige der Bewegung, ihre fortschrittlichen *und* konservativen Elemente zu sehen. Konkret sollen die in der Forschung bisher vernachlässigten «befremdlichen», konservativen Aspekte in den Vordergrund gerückt und auch das darin enthaltene Symbolische und die Bilder des kollektiven Gedächtnisses untersucht werden, welche «die Institutionen der direkten Demokratie stärker als Produkt langer politischer Praxis» deuten, anstatt sie «einseitig als Umsetzung naturrechtlich begründeter Theorien über Volkssouveränität zu verstehen». Diese Anregung wird meines Erachtens allerdings nur dann produktiv, wenn sich die daran orientierende Forschung nicht einseitig der Wirkungsmächtigkeit der «longue durée» ausliefert, sondern die Dialektik von Fortschritt und Rückschritt, von Kontinuität und Bruch im Auge behält.

Der Band bietet wohl eine Bestandsaufnahme über die Ursprünge der direkten Demokratie sowie über die Entwicklung und Ausgestaltung ihrer verschiedenen Instrumente, aber wenig zu den Bedingungen ihrer historischen Durchsetzung. Wie ein roter Faden durchzieht die Frage nach den Wurzeln – ausländische oder traditionelle – die Diskussion. Gleichzeitig wird deutlich, dass die Forschung ebenso weit entfernt von interdisziplinären Ansätzen wie von international vergleichender Forschung ist. Angesichts der aktuellen Diskussionen mit ihren Tendenzen zur «Verwesentlichung» der Volksrechte und dem Ruf nach mehr Effizienz im politischen Entscheidungsprozess stellt diese kollektive Reflexion aber eine nützliche und begrüssenswerte Initiative dar.

Markus Bürgi (Zürich)

WILLI WOTTRENG
NACHTSCHATTENSTADT
DER KRIMINELLE ANFANG UNSERES JAHRHUNDERTS

ELSTER VERLAG, ZÜRICH, 1997, 159 S., FR. 26.–

«Ein völliger Unsinn ist das doch», dröhnt der alte Mann neben mir durch den ganzen Coiffeursalon. Als dann die elässische Coiffeuse noch die «pieds noir», die Nordafrikaner oder Maghrebiner ins Spiel bringt, welche in der letzten Zeit in Mulhouse und Strasbourg die Autos gleich 100fach auf den Kopf gestellt und angezündet haben, ist beim Nachbarn auf dem Frisierstuhl oben kein Halten mehr. Lauthals fordert er den «grossen Sheriff», der

mit diesen verkommenen Bastarden endlich aufräume. Ein für alle Mal. Individuell und ohne einsehbaren Grund vom Weg Abgekommene, «seelisch verkommene Monster» (nachzuschlagen bei Wottreng, 106): So erklärt sich der Alte die «Riots» der Jugendlichen. «Unsinn und Unfug» ist alles, was ihm als Erklärung in den Sinn kommt. Das Wort Arbeitslosigkeit fällt kein einziges Mal. Ebensowenig die Gesellschaft.

In genau dieses Gebiet des gesellschaftlichen Umgangs mit Kriminalität stösst Willi Wottreng mit seinem Buch über den «kriminellen Anfang unseres Jahrhunderts» vor. Jeder ungeraden Jahrzahl von 1901 bis 1941 ordnet Wottreng eine Geschichte zu. Immer ist das irgendwie kriminell geartete Geschehen in Zürich der Gegenstand. Das gibt zusammen mit dem Prolog 21 kurze und gut lesbare Kapitel. Lauter Nachtschattengewächse bevölkern Zürich und verleihen dieser Stadt den vom Autor in enger Anlehnung an die Natur wohl bewusst als Titel gewählten Namen der «Nachtschattenstadt». Die Nachtschattengewächse wachsen und blühen nicht bloss in der Nacht, sondern auch am Tage, aber sie wurden früh schon mit jenen Kräften in Verbindung gebracht, deren Werk des Nachts gedieh: den Hexen! Das Spektrum der Verbrechen ist weit. Es geht vom Kindsmord und von Sexualdelikten über den Serienmord bis zur frühen Drogenkriminalität und zur Spionage.

Wottreng zeigt sich an den Strafmassen und Begründungen in den Gerichtsurteilen zu den von ihm aufgegriffenen Fällen nicht interessiert. Er lässt sie meist weg. Sie sind für ihn so etwas wie Stempel, die Antworten suggerieren, wo es für ihn nur Fragen gibt. Für Wottreng sind die gesellschaftlichen und herrschaftsgeschichtlichen Aspekte viel spannender. Für ihn ist der stete Zusammenhang der «Kontrollierten» mit Instanzen der Kontrolle, mit Kontrollierern und Möchtegernkontrollierern von Belang. «Kriminalität» und Randständigkeit kommen nur im Kontakt mit der bestimmenden Mehrheit zustande. «Der Verbrecher produziert» eben «nicht nur Verbrechen», schrieb Karl Marx in den *Theorien über den Mehrwert*, «sondern auch das Kriminalrecht und damit auch den Professor, der Vorlesungen über das Kriminalrecht hält». Ob man dieses Verhältnis allerdings – mit Michel Foucaults *Überwachen und Strafen* – nicht genau umgekehrt sehen sollte, die Frage also, wer hier wen «produziert», mit andern Worten die Frage nach Henne und Ei, bleibe für den Moment dahingestellt. Sicher ist, dass Verbrechen und Polizei eine enge Beziehung zueinander haben, die schon seit jeher faszinierte.

1734 hatte der Franzose Gayot de Pitaval (1673–1743) eine Sammlung von Rechtsfällen präsentiert und einen riesigen Publikationserfolg damit erzielt: mit Geschichten von Verbrechen und Kriminalität, den «Pitavalgeschichten». Zwischen 1842 und 1890 veröffentlichten Willibald Alexis und Julius Eduard Hitzig bei Brockhaus den *Neuen Pitaval* in deutscher Sprache. Sie brachten es auf 60 Bände mit 540 Fallgeschichten! Die beiden Juristen sahen den Hauptzweck ihres Tuns darin, die «Schlagschatten der Zivilisation» darzustellen, um deren Lichtmomente besser zu sehen.

Für den heutigen «geneigten Leser» und die «geneigte Leserin» spannend an den Geschichten vom Schlage des *Neuen Pitaval* ist ihre Bezugnahme auf die Lebensgeschichte des Täters oder der Täterin. Da wird nicht einfach verurteilt, sondern stets wird versucht, den Täter oder die Täterin zu begreifen, die Umstände seiner oder ihrer Taten zu erhellen. «Pitavalgeschichten» sind also nicht nur Anekdoten kurioser Fälle. Sie sind mehr. Einmal abgesehen davon, dass Interessierte

aus ihnen sehr viel über die Lebenswelten des 19. Jahrhunderts, bis hin zu kleinsten Details erfahren können, haben Pitavalgeschichten auch heute noch etwas Modernes an sich: Durch ihre dezidierte Täterorientierung wird nicht allein ein Verbrechen beschrieben, sondern stets klingt Gesellschaftskritisches mit: Kritik an einer Gesellschaft, die es mit einem Teil ihrer Mitglieder soweit kommen lässt. Die Spuren des *Pitaval* weisen hin zu den Sozialreportagen etwa von Egon Erwin Kisch oder eben zu den Geschichten, die uns Willi Wottreng präsentiert.

Natürlich sind 21 kurz gehaltene Kapitel viel zu wenig, um «Kriminalität» erschöpfend zu behandeln. Die Erklärung des behördlichen Aufwands – im Laufe der Zeit zum eigentlichen Kern, dem Ermittlungsverfahren angewachsen – aus dem Versuch der Wissenschaften zu gesicherten, nicht subjektiven, sondern objektiven, fehlerfreien Straftatbeständen zu finden, um sich dadurch von der Willkürlichkeit früherer Zeiten abzuheben, fehlt in Wottrengs Buch ebenso wie der Versuch, uns Leserinnen und Lesern zu erklären, was denn «kriminelles Verhalten» wirklich ist. Aber das stand für den Autor nicht zuvorderst. Ihm geht es um das Erzählen von spannenden, abstrusen und geheimnisumwitterten Geschichten und um seine gesellschaftskritische Interpretation. So finden sich in der «Nachtschattenstadt» angenehm schräge Kommentare und Ideen (etwa zum frühen Städtebau an den Flüssen, weil die Flüsse den Unrat und die Ermordeten mitnehmen und verbergen). Zum Teil geht Wottrengs Phantasie auch übers Ziel hinaus. Etwa an jener Stelle (104 ff.), wo er neben der Urheberschaft der Schweiz für den «J-Stempel» auch gleich noch das Schweizer Patent auf die erbbiologischen antisemitischen Rassismustheorien anmeldet. «Deutsche Lehrlinge» schreibt er, hätten die in der Schweiz, vor allem am Burghölzli von Schweizern gelernten «Weisheiten in die Welt hinaus» getragen und «daraus ihr rassentheoretisches Gebäude zur Rechtfertigung der Euthanasieprogramme» geschaffen. In dieser Verkürzung stimmt dies – blickt man nur auf Gobineau und Chamberlain oder Dühring (Detlev Claussen, *Was heisst Rassismus?*, Darmstadt 1994) zurück – nicht. Aber darum ist es Wottreng gar nicht zu tun. «Es handelt sich um keine präzise Geschichte, um keine vollständige Kriminalgeschichte und schon gar nicht um eine genaue Zürcher Stadtgeschichte. Es geht um ein Bild.» (147) Dieses Bild von Willi Wottreng ist oszillierend, impressionistisch bunt, unterhaltsam und faszinierend. Es enthält manch gelungenen Pinselstrich.

Martin Leuenberger (Liestal)

HEINER RITZMANN (HG.) **HISTORISCHE STATISTIK DER SCHWEIZ** UNTER DER LEITUNG VON HANSJÖRG SIEGENTHALER

CHRONOS, ZÜRICH 1996, 1221 S., FR. 198.–

Lang erwartet, liegen sie nun seit Anfang 1997 vor: annähernd fünf Kilogramm Buch, Resultat eines langjährig-engagierten Projekts, die weit verstreuten, indes sehr viel reichhaltiger als ursprünglich vermutet existierenden statistischen Quellen zur Entwicklung der Schweiz besser zugänglich zu machen. Das Unternehmen ist geglückt, das Buch hat längst seinen hohen Gebrauchswert für die historische Forschung wie für die tagespolitische Auseinandersetzung bewiesen – die AutorInnen von Dissertationen machen ebenso Gebrauch davon wie Christoph Blocher in seinen historischen Belehrungen.

Demographische Daten in reicher Vielfalt, Wirtschaftsdaten zu Preisen und Löhnen, Landwirtschaft und Industrie, Beschäftigung und Aussenhandel, Geld und Kredit, Daten zur nationalen Buchhaltung, zur konjunkturell so aufschlussreichen Bautätigkeit, aber auch Daten aus Rechtswesen, Kultur, Politik und Bildung: als interessierter Leser schwelgt man in einer Fülle von Informationen, die zwar nicht unzugänglich, aber bisher nur mit beträchtlichem Aufwand zu beschaffen waren. Breit dokumentiert sind das 19. und 20. Jahrhundert, die demographischen Daten reichen zeitlich vereinzelt auch weiter zurück. Dass es trotz dem beeindruckenden Umfang des Buches Lücken gibt, darauf weist Hansjörg Siegenthaler in seinem Vorwort hin, das in dieser Hinsicht um Verständnis ersucht für den Entscheid, das Buch nun herauszubringen, statt noch ewig an seiner Verbesserung zu arbeiten. Eine zweite, wo sich dies aufdrängt in Details korrigierte, vielleicht da und dort ergänzte Auflage wird für die Zukunft angekündigt – Rückmeldungen aus dem Kreis der BenützerInnen sind erbeten.

Auf Fehlendem soll hier in der Tat nicht insistiert werden. Einen Moment des Nachdenkens verdient indes die Grundkonzeption des Buchs. Diese orientiert sich sehr stark an den Parametern des wirtschaftlichen Wachstums, was mit der Entstehungsgeschichte des Werks zusammenhängt, das eng verbunden ist mit der von Hansjörg Siegenthaler inspirierten und unermüdlich durchgehaltenen Arbeit an der Forschungsstelle für schweizerische Sozial- und Wirtschaftsgeschichte in Zürich. Als diese Arbeit in den 70er Jahren begann, mangelte es weitgehend an zuverlässigen Kompilationen derartiger Wachstumsdaten. Die HistorikerInnen hatten sich bis dahin schlicht nicht darum gekümmert. In der Bereitstellung einer Fülle entsprechenden Zahlenmaterials liegt die Leistung dieser «Historischen Statistik». Ihre Grundkategorien sind ökonomisch-statistischer, nicht soziologischer Art. Was die letzteren betrifft, ist eine gewisse Unbeholfenheit der Herausgeber nicht zu übersehen, was ihnen zum Teil selbst aufgefallen zu sein scheint – man konsultiere die einleitenden Bemerkungen zum Abschnitt «Soziale Statistik», der nicht zufällig zu den kürzesten zählt. Die Komposition dieses Abschnitts könnte zum Spott animieren: «sozial» wird es offenbar dort, wo es um die statistischen Spuren der «kleinen Leute» geht, die gelegentlich armengenössig werden, dann unter Umständen auswandern oder sich einer Gewerkschaft anschliessen, um am Ende gar zu streiken. Weshalb finden die Millionäre keinen Platz in der «sozialen Statistik»? Daten zur sozialen Schichtung und zur sozialen Ungleichheit fehlen keineswegs in dem Buch, sind aber aufgrund seiner Voraussetzungen dünn gesät. Über die Einkommens- und Vermögensverteilung erfahren wir nichts. Bisweilen lässt sich im Eigenbau herausdestillieren, was auf den ersten Blick zu fehlen scheint. Das Stichwort «Professionen» sucht man vergebens im übrigens sehr sorgfältig durchgearbeiteten Register; unter «Anwälten» und «Ärzten» wird man hingegen fündig, letztere sind im Abschnitt «Krankheiten und Todesursachen» untergebracht, womit wir beim schwarzen Humor angelangt wären. Kurz gesagt: etwas mehr soziologische Phantasie anstelle des wachstumsorientierten ökonomischen oder des konventionellen statistischen Denkens, das sich schlicht am Aufbau des *Statistischen Jahrbuchs der Schweiz* orientiert, wäre dem stärker sozialgeschichtlich interessierten Leser entgegengekommen.

Anzumerken bleibt, dass sich diverse kleine Fehler oder Uneinheitlichkeiten im Tabellenteil eingeschlichen haben, wie es bei einem Werk solchen Umfangs unver-

meidlich ist. Dies erschwert gelegentlich die Benutzbarkeit, bei einigem Nachdenken, Konsultation der sehr nützlichen einleitenden Texte zu den 26 Kapiteln (mit Literatur- und Quellenhinweisen) beziehungsweise beim Vor- und Zurückblättern lässt sich das Gemeinte indes im allgemeinen gut erschliessen. Um zwei Beispiele zu nennen: die Statistik der *Betriebs*grössen figuriert unter dem verwirrlichen Titel «Unternehmenskonzentration» (651). Ob nun «Arbeiter und Angestellte» (646) beide Geschlechter umfassen oder nur die Männer (die Frauen sind weiter unten erkennbar separat aufgeführt) lässt sich erst durch Zurückblättern und Konsultation der vorangehenden Tabelle erkennen: offensichtlich sind beide gemeint. Solche Kritik an Details soll aber keineswegs meinen überaus grossen Respekt vor der imponierenden Leistung überdecken. Das Buch schafft ganz neue Arbeitsgrundlagen, vor allem aber begrenzt es die permanente Zeitverschwendung, die darin begründet lag, dass bisher jede Generation forschender Individuen dazu verurteilt war, sich aufs neue ihren Weg durch den Dschungel historisch relevanter Statistiken zu bahnen. Den gelegentlichen Rückgriff auf die Originalpublikation kann das Buch im übrigen nicht ersetzen; der lohnt sich nach wie vor, ist nun aber durch diesen grundlegenden Wegweiser enorm erleichtert.

Mario König (Basel)

ENZO TRAVERSO
POUR UNE CRITIQUE DE LA BARBARIE MODERNE
ECRITS SUR L'HISTOIRE DES JUIFS ET DE L'ANTISEMITISME
EDITIONS PAGE DEUX, CAHIERS LIBRES, LAUSANNE 1997, 205 P., FS 30.–

Les éditions Page deux nous proposent huit écrits de l'historien italo-français Enzo Traverso, rassemblés sous le titre *Pour une critique de la barbarie moderne:* six articles parus entre 1989 et 1996 dans des ouvrages ou revues italiens, français, allemands et espagnols, et deux articles inédits concernant l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme. L'auteur se fixe un double objectif. En premier lieu, il se propose d'«étudier les différents visages de la modernité, d'une part ses espérances libératrices, de l'autre ses pulsions destructrices» (p. 9). En second lieu, en tant qu'historien militant, de «penser un projet d'émancipation» (p. 12). L'ouvrage est du reste dédié à Ernest Mandel «Juif-non Juif», comme pour souligner encore plus profondément le lien qu'établit Enzo Traverso entre l'histoire des Juifs et une réflexion globale et complexe sur le sens à donner à une lutte militante.

Les huit articles parcourent donc les étapes de la société du «progrès», de l'émancipation, ou des tendances émancipatrices, à la barbarie incarnée par Auschwitz. L'«observatoire juif» constitue, de l'avis de l'auteur, un lieu privilégié: au croisement de son histoire, se trouvent en effet posés les éléments essentiels à la compréhension de la modernité et de ses apories. Auschwitz est dans ce sens le point focal autour duquel tournent tous les articles proposés. C'est à partir de cette *rupture de civilisation* que l'auteur se propose de questionner notre civilisation du progrès et de la technique. Enzo Traverso insiste sur le caractère paradigmatique de cet observatoire: qu'il

s'agisse d'une relecture de la Révolution française et de ses «conquêtes», d'une analyse du rapport entre racisme et antisémitisme, d'une réflexion sur nation et nationalisme. Les écrits proposés envisagent tous ces objets d'études dans leur rapport dialectique avec l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme. Ainsi l'auteur passe en revue les moments constitutifs de cette histoire, de la sortie du ghetto à l'entrée dans un «monde sans acceptation», de l'«assimilation normative» à l'antisémitisme, de l'abandon de la «nation» juive au sionisme. Les articles analysent de manière fine et détaillée ces étapes de l'itinéraire historique des Juifs, en abordant comparativement les conditions qui leur sont faites et avec lesquels ils interagissent dans les divers pays européens, en particulier en Allemagne, en France et en Italie.

Le regard du militant est, de son côté, impitoyable et pénétrant. La réflexion autour de l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme l'a poussé à revoir son parcours militant. Il ne s'agit pas tant pour lui de relever les apports ou les lacunes de la pensée marxiste que de la nourrir par l'histoire de ce que Engels définissait, de façon malheureuse, comme un «peuple sans histoire». Ici aussi Auschwitz est le point focal. Dans l'article «Auschwitz, Marx et le XXe siècle», Enzo Traverso insiste en effet sur ce point: «Le défi d'Auschwitz au marxisme est donc double: il s'agit, d'une part, de repenser l'histoire sous le signe de la catastrophe, du point de vue des vaincus, et, d'autre part, de repenser le socialisme comme civilisation radicalement *autre*, non plus fondée sur le paradigme du développement aveugle des forces productrices et de la domination de la nature par la technique, mais sur une nouvelle qualité de la vie, sur une nouvelle hiérarchie des valeurs […]» (p. 94). L'article intitulé «La dette. L'insurrection du ghetto de Varsovie» représente de ce point de vue le lieu fort de cette histoire militante. Après les analyses comparées et fouillées autour du rapport entre l'itinéraire historique des Juifs et les positions du marxisme et/ou des leaders du mouvement ouvrier, Enzo Traverso nous propose une lecture presque exclusivement factuelle qui détone avec les autres articles de l'ouvrage plus analytiques. C'est par les deux notions de «révolte» et de «dette», que l'auteur nous retrace cette leçon militante. La «révolte», insiste-t-il, n'est pas avant tout une question de stratégie ou de rapport de force, mais peut-être plus une question d'éthique: pour les centaines d'insurgés du ghetto, il ne s'agissait pas de vaincre mais de choisir leur mort. La «dette» quant à elle s'inscrit dans la leçon que cette révolte nous donne; une leçon d'humanisme et surtout d'espérance et d'optimisme: l'archiviste du ghetto, Ringelblum, en compilant ses chroniques, croyait que la «révélation du crime, en empêcherait la répétition et rendrait l'humanité moins barbare» (p. 111). Enzo Traverso, en centrant sa lecture de la modernité et de la barbarie moderne sur l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme, tente d'actualiser ce message d'espoir pour placer la lutte sur un terrain radicalement et – du moins est-ce le vœu de l'auteur – définitivement *autre*.

Enzo Traverso questionne enfin son propre métier. Le défi du génocide pour l'historien, selon lui, est double. En premier lieu, il s'agit de réfléchir autour la «singularité» d'Auschwitz. L'article conclusif du volume – «Hypothèses, problèmes et dérives de la recherche historique» – s'attache ainsi aux enjeux de cette définition en Italie, en France, en Allemagne et bien entendu en Israël. De l'utilisation de cette singularité par certains historiens italiens – dont le plus connu est Renzo de Felice – pour réhabiliter le fascisme italien, à la construction

du mythe opérée par certains dirigeants israéliens, cette «singularité» est analysée et discutée de manière détaillée par l'auteur. Pour Enzo Traverso, en définitive, Auschwitz «constitue une synthèse unique de différents éléments que l'on trouve dans d'autres crimes ou génocides, une synthèse rendue possible par son ancrage dans le système social, technique, industriel, bref dans la rationalité instrumentale du monde moderne» (p. 170). Mais la reconnaître, n'a un sens pour l'historien que si la «mémoire» de ce passé nous aide à comprendre et agir sur le présent. Le second défi auquel l'historien est confronté est en conséquence de mettre en échec les «assassins de la mémoire» selon la formule de Pierre Vidal-Nacquet; une mémoire sur laquelle l'historien se doit de travailler et qu'il doit investir.

Force est de constater, à la lecture de cette publication, que l'un des objectifs que se fixent les Cahiers libres de Pages deux, soit d'offrir une plate-forme à la compréhension du présent, trouve, dans cette édition revue et augmentée des écrits de Enzo Traverso, une actualisation particulièrement féconde. Les articles, complétés par un glossaire et un appareil critique fouillé, offrent au lecteur un spectre de réflexions complémentaires, fines et détaillées, qui font de cet ouvrage un outil nécessaire à la compréhension de notre XXe siècle.

Stéfanie Prezioso (Lausanne)

ARIEH BEN-TOV
FACE AU GENOCIDE
LA CROIX-ROUGE ET LES JUIFS DE HONGRIE, 1941–1945
EDITIONS PAYOT, LAUSANNE 1997

DOMINIQUE-DEBORA JUNOD
LA CROIX-ROUGE EN PERIL, 1945–1952
LA STRATEGIE DU CICR DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE AU CONFLIT DE PALESTINE-ERETZ-ISRAEL
EDITIONS PAYOT, LAUSANNE 1997

ISABELLE VONECHE CARDIA
L'OCTOBRE HONGROIS
ENTRE CROIX-ROUGE ET DRAPEAU ROUGE. L'ACTION DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE EN 1956
EDITIONS BRUYLANT, BRUXELLES 1996

Depuis 1945, le Comité international de la Croix-Rouge a été interpellé à plusieurs reprises sur son action durant la Seconde guerre mondiale. Sa discrétion présente dans le débat ouvert sur le rôle de la Suisse à la même époque ne doit pas faire oublier la part que représente l'œuvre de la Croix-Rouge dans les services que la neutralité helvétique a rendus possibles. Qu'il le veuille ou non, le CICR fait partie de cette histoire que les autorités ont décidé aujourd'hui de réexaminer à l'usage de notre temps. Et du coup, le voici à nouveau ramené vers un passé qu'il a déjà tenté de comprendre en décidant, par exemple, d'ouvrir à la recherche ses archives historiques jusqu'en 1945.

L'accès au document, chacun le sait, est une condition nécessaire, mais non suffisante, du travail historique. A leur façon, les trois ouvrages présentés ici posent la même question: comment écrire l'histoire de l'action humanitaire et des institutions qui s'y consacrent? Le CICR

à cet égard représente un sujet particulièrement intéressant et moins particulier qu'il ne le croit. Son identité plus que centenaire repose sur une mise en valeur du passé qui lui sert à la fois de culture commune et de leçon pour l'action. Au risque de s'enfermer sur elle-même, l'institution privilégie dans l'élaboration de son histoire deux formes de récit: le rapport administratif d'abord, qui compte les vies repérées et sauvées, les secours envoyés et distribués; l'évocation, d'autre part, qui tourne souvent à la langue de bois, des grands principes, des valeurs fondatrices, etc. Elle a plus de peine à aborder le plan du politique, c'est-à-dire l'étude des processus de décision et des conflits internes, des stratégies et de leur choix, des hommes et des circonstances. C'est pourtant de cette approche dont le CICR a besoin, s'il entend mener à bien l'œuvre de clarification du passé que son intérêt, il me semble, lui commande de poursuivre.

Face au génocide est la version française retravaillée de l'ouvrage *Facing the Holocaust in Budapest* publié en 1988 par un avocat israélien et ancien déporté, Arieh Ben-Tov, récemment décédé. L'ouvrage aborde l'un des chapitres les plus dfficiles de la critique du CICR durant la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1944, la mainmise de la Wehrmacht sur la Hongrie et l'arrivée de Eichmann et de son commando spécialisé scellent le destin de la dernière grande communauté juive d'Europe. Des 800'000 Juifs hongrois et étrangers réfugiés malgré l'antisémitisme du Royaume, 300'000 seront déportés jusqu'à l'été à Auschwitz. Mais, en juillet 1944, Paris est libéré et les Russes sont aux portes de Varsovie. Par de multiples canaux, l'information sur le crime nazi circule partout et les menaces alliées formulées depuis deux ans de punir les assassins gagnent en audience. Même le Pape et le Roi de Suède réclament maintenant du Régent qu'il suspende les déportations.

Alerté depuis fin 1941 sur le sort misérable des Israélites de Hongrie, le CICR n'a pas cru devoir modifier sa ligne de conduite, ici comme ailleurs. Les prisonniers de guerre et les internés civils protégés par le droit international humanitaire sont à ses yeux des victimes prioritaires. Aux civils internés, il apporte, là où il en a les moyens, une aide matérielle sous forme de colis et de gestes individuels, ne voulant pas prendre de risques politiques pour des victimes dont le sort ne s'inscrit pas dans ses champs d'action privilégiés. Pour Ben-Tov, en rappelant Jean de Bavier son délégué à Budapest fin mars 1944, Genève restait fidèle à cette ligne de conduite.

Fondé sur la consultation des archives du CICR, de la Confédération et de plusieurs organisations juives, le récit souligne le dévouement exemplaire du délégué Frédéric Born, qui remplace de Bavier à Budapest, et la pusillanimité des responsables du CICR, notamment de son président Max Huber qui redoutent tout à la fois d'être entraînés hors de la sphère traditionnelle de l'activité de la Croix-Rouge et de devoir justifier, une fois la guerre finie, leur impuissance face à un drame dont ils peuvent maintenant mesurer exactement l'horreur. Placée devant une sitution extrême, la Croix-Rouge internationale hésite. Chez les uns l'emporte le réflexe humanitaire, comme dans le cas de Frédéric Born, dont le dévouement sur place ne le cède pas à celui – plus connu – du suédois Raoul Wallenberg ou du Consul suisse Carl Lutz. Chez d'autres – notamment au siège – le calcul du risque apparaît parfois comme la recherche d'une impossible justification, d'autant que la pression des Alliés sur le CICR en faveur d'un engagement plus efficace reste mesuré. La protection des prisonniers de guerre et des internés civils

prime donc toute autre considération humanitaire, si bien que c'est avec une prudente lenteur que le CICR entame, à partir de l'automne 1944, une revision de ses priorités générales. Pour les civils internés, il est bien tard et trop tard pour une majorité des Juifs, de Hongrie et d'ailleurs.

C'est un CICR bien affaibli qui fait face aux nombreux problèmes de l'immédiat après-guerre. Crise de direction, suite au départ de Carl J. Burckhardt pour l'Ambassade à Paris. Critiques soviétiques contre l'abandon, de 1941 à 1945, des prisonniers de guerre russes. Manque de moyens, après tant de générosité de la part notamment du peuple suisse. Difficulté de justifier la neutralité et l'impartialité devant les peuples ruinés. Le problème à l'ordre du jour est alors moins celui des persécutés raciaux que la contestation même d'une institution jugée dépassée par les Américains et les Suédois (éternels rivaux ès neutralité) dans le contexte du nouvel ordre mondial. Finalement, la guerre froide aidant, le CICR parviendra à rétablir son autorité dans le monde des Croix-Rouges et à faire aboutir la révision des Conventions de Genève à laquelle il se consacre dès 1945, dans le souci de tirer à chaud un certain nombre de leçons du conflit qui vient de s'achever.

L'engagement du CICR dans le conflit de Palestine joue un rôle non-négligeable face à cette remise en question de la Croix-Rouge et de son organisation. Pour Genève, il s'agit en effet de faire de cette action un exemple du rôle d'intermédiaire neutre et impartial qui constitue le fondement même de l'action de la Croix-Rouge. Les troubles qui ensanglantent le mandat palestinien, puis la guerre qui oppose le jeune Etat hébreu à ses voisins ne constituent-ils pas une occasion opportune? Mais ce choix, pour justifié qu'il soit au regard des intérêts de la Croix-Rouge, a évidemment son prix sur le plan humanitaire. Dominique-Debora Junod n'hésite pas à le fixer assez haut, trop haut peut-être aux yeux de certains. L'action menée sur le terrain, à laquelle l'auteur rend hommage, est donc inséparable de l'analyse parfois sévère de l'objectif politique que poursuit le siège, afin de réhabiliter l'institution et d'en développer l'efficacité. Apprécier l'une, comprendre l'autre est chose difficile et l'auteur a tiré parti avec bonheur de la connaissance que lui procurent ses années de chargée de recherches historiques au CICR. En retour, cette familiarité exige une vigilance de tous les instants. La distance que Dominique-Debora Junod a su prendre par rapport à son objet d'étude fait le prix de ce travail intelligent qui ouvre sur les conditions d'élaboration et de gestion de l'aide humanitaire des perspectives qui me paraissent toujours actuelles

Pour son étude de l'action du CICR lors du soulèvement hongrois de 1956, Isabelle Vonèche Cardia n'a évidemment pu disposer, pour l'essentiel, que de documents publics et de témoignages oraux, les archives les plus intéressantes de Hongrie, de Russie et du CICR lui étant restées fermée, ce qui rend impossible d'écrire pour l'heure une histoire de cette intervention qui aille au-delà de la chronique. Les dramatiques événements de l'automne 1956 n'ont pas posé à la Croix-Rouge internationale de problème de principe, puisque son implication dans les cas de troubles civils est désormais à ses yeux un fait acquis. Reste l'efficacité: elle fut nulle, on s'en doute, lorsque le CICR a tenté de protéger les personnes arrêtées, et considérable lorsqu'il s'est agi d'apporter des secours matériels. Que de chemin parcouru depuis les années 50, lorsque l'URSS et ses satellites dénonçaient l'institution fasciste de Genève. En 1956, le CICR sera la seule organisation à pouvoir

mener une action humanitaire en faveur des victimes, blessés, prisonniers et réfugiés du soulèvement patriotique hongrois.

Jean-Claude Favez (Genève)

HERMANN KOCHER
SCHWEIZERISCHER PROTESTANTISMUS IM SPANNUNGSFELD VON FLÜCHTLINGSNOT UND ÖFFENTLICHER FLÜCHTLINGSPOLITIK DER SCHWEIZ, 1933–1948

CHRONOS, ZÜRICH 1996, 687 S., FR. 68.–

Zur Haltung und Praxis der Schweizer Kirchen gegenüber den Flüchtlingen in den 30er und 40er Jahren liegen bisher keine systematischen Darstellungen vor, abgesehen von Ursula Käser-Leisibachs Studie *(Die begnadeten Sünder),* die allerdings auf einer schmalen Quellenbasis beruht (vgl. die Besprechung in *traverse* 1995/3). Eine Lücke schliesst hier Hermann Kocher mit seiner kirchengeschichtlichen Dissertation über den Schweizer Protestantismus in den Jahren 1933–1948. Sein Buch stellt dar, wie die protestantischen Repräsentanten die Flüchtlingsnot wahrnahmen, wie sie sich den Zufluchtsuchenden gegenüber verhielten und wie sie sich mit der öffentlichen Asylpolitik auseinandersetzten. Einen beträchtlichen Platz räumt er dabei religiösen Aspekten ein und fragt beispielsweise danach, welche Rolle die konfessionelle oder weltanschauliche Herkunft der Flüchtlinge spielte oder mit welchen theologischen Argumenten man eine bestimmte Haltung begründete.

Als wichtigste Quellen berücksichtigt Kocher Materialien von kantonalen und nationalen Kirchenleitungen, Hilfsorganisationen, einzelnen Persönlichkeiten sowie Zeitschriften, so dass sich ein facettenreiches Bild ergibt. Der Autor schreibt klar, fundiert und – vor allem wenn er tagebuchartig die Ereignisse im schwarzen August 1942 aufrollt – spannend. Mit Begriffen geht er sorgfältig und kritisch um. Vorbildlich auch, wie er seinen eigenen Standpunkt darlegt. Er gibt den Lesenden so die Möglichkeit, seine Interpretationen besser nachzuvollziehen und einzuordnen. Bei einem Thema, dessen Darstellung wie bei keinem zweiten durch aktuelle Auseinandersetzungen und die Positionen der Interpreten bestimmt ist, kein geringer Vorzug.

Während er im zweiten Teil die Haltung der einzelnen theologischen Richtungen genauer vorstellt, geht er im umfangreicheren ersten chronologisch vor und beginnt im Jahre 1933: Obwohl nach der Machtübernahme durch Hitler die Diskriminierung und Bedrängung der Juden schnell offensichtlich werden, setzt sich der Schweizer Protestantismus in den ersten Jahren damit noch nicht ernsthaft auseinander. Man fühlt sich weder für die jüdischen noch für die – nach der behördlichen Definition – «politischen» Flüchtlinge zuständig.

Im Sommer 1935 machen zwölf Hilfsorganisationen eine Eingabe an den Bundesrat, daran beteiligen sich massgeblich Persönlichkeiten aus dem Protestantismus. Die Themen, die aus heutiger Sicht eigentlich die wichtigsten gewesen wären, greifen die Hilfswerke allerdings kaum auf. Weder fragen sie, welche Flüchtlinge in der Schweiz grundsätzlich aufzunehmen seien, noch nehmen sie gegen die Maxime Stellung, die Schweiz könne nur Transitland sein. Hingegen regen die Organisationen an, den Flüchtlingen eine Arbeitsbewilligung zu erteilen und ihre Tätigkeit mit staatlichen Mitteln zu subventionieren. Die Regierung lehnt beide Anliegen ab.

In diesem ersten wichtigen Kontakt zwischen Behörden einerseits und Protestantismus beziehungsweise Hilfswerken

andererseits zeichnet sich nach meiner Ansicht bereits das Muster ab, das dieses Verhältnis für die nächsten zehn Jahre bestimmen wird. Man könnte es reduzieren auf zwei Elemente: Erstens fehlt eine grundsätzliche Opposition, zweitens drängen die Behörden die Hilfswerke schon aus materiellen Gründen in die Defensive. Zum ersten Aspekt: Die Behörden verweigern eine wesentliche Kursänderung, dennoch schlagen die Hilfswerke keinen konfrontativen Weg ein. Indem die Vertreter des Protestantismus (und die verschiedenen Hilfswerke) die Transitmaxime akzeptieren, akzeptieren sie indirekt auch das Konzept, das dieser zugrunde liegt: Die wahnhafte Vorstellung, die Schweiz sei «überfremdet» und müsse sich gegen eine «Verjudung» wehren. Erstaunlicherweise streift Kocher die diesbezüglichen Implikationen auf protestantischer Seite nur am Rande und nur im theologischen Kontext. Vielleicht ist es nicht ganz zufällig, dass er – im Gegensatz zur sonstigen begrifflichen Sorgfalt – das Konstrukt «Überfremdung» mehrfach ohne Anfussung verwendet (49, 73, 443 f.). Es hätte mich interessiert, welche Bedeutung innerhalb des Protestantismus diesem Schlagwort zukam, das doch in der behördlichen Politik eine zentrale und fatale Rolle spielte.

Zum zweiten Aspekt: Indem die Behörden weder die Flüchtlingsarbeit subventionieren noch das Erwerbsverbot aufheben wollen, manövrieren sie die Hilfswerke bereits 1935 in die Zwickmühle: Die Hilfswerke müssen materiell für die Leute, die hereinkommen, selber sorgen. Diese Belastung dürfte die Hilfswerke nicht unwesentlich davon abgehalten haben, von den Behörden konsequent eine grosszügige Aufnahmepraxis einzufordern. Im Schweizer Protestantismus wächst erst zwischen 1935 und 1938 das Engagement für die Flüchtlinge. Allerdings bleibt es zaghaft und begrenzt, zuständig fühlt man sich nur für die evangelischen Christen. Selbst der Einsatz für Judenchristen, für Glaubensgenossen also, die wegen ihrer jüdischen Herkunft verfolgt werden, versteht sich nicht fraglos. Ausserhalb des Gesichtskreises bleiben weiterhin die jüdischen und «politischen» Flüchtlinge.

Erst das Pogrom in der sogenannten «Reichskristallnacht» im November 1938 öffnet vielen Schweizer Christen die Augen für die Judenverfolgungen. Aber auch jetzt bleibt die protestantische Flüchtlingsarbeit auf die eigene Konfession beschränkt. Man beginnt zwar – in ziemlich unbeholfener Weise und unter Verwendung mancher Argumente des christlichen Antijudaismus – sich mit dem Judentum auseinanderzusetzen, aber als zuständig für die jüdischen Flüchtlinge gelten weiterhin die jüdischen Organisationen.

Wie im August 1938 die Behörden gegenüber den Juden die Grenze schliessen, provoziert dies im Protestantismus erstmals einige Aufregung. Die Stellungnahmen sind aber uneinheitlich. Während die Vertreter des religiösen Sozialismus, prominentester Sprecher ist Leonhard Ragaz, die Massnahmen als gottlose und unverzeihliche Brutalität geisseln, akzeptiert der Vorstand des Kirchenbundes die behördlichen Massnahmen grundsätzlich. Die Proteste flachen bald wieder ab. In diese Phase fällt auch eine Kontroverse innerhalb des schweizerischen Protestantismus, ob ein Pfarrer verpflichtet sei, auf Anfragen «Arierausweise» auszustellen. Die Kirchenräte, die sich dieser Frage stellen, vertreten mehrheitlich die Ansicht, man solle die Bescheinigung ausstellen, um so unter Umständen Schutz vor Verfolgungen zu ermöglichen. Kocher geht auf diese Frage, wohl mangels Quellen, nicht ausführlich ein. Stellte man sie in einen grösseren Kontext, wäre sie von einiger Brisanz: Einerseits stellen die

Schweizer Behörden selber seit 1936 solche Zertifikate aus und machen damit einen ersten Schritt zur Übernahme der NS-Rassenkriterien (ein zweiter ist die Initiative für den Judenstempel). Andererseits beruhen die nazistischen Rassendefinitionen mangels anderer «Beweismittel» zentral auf der Religionszugehörigkeit der Grosseltern. Indem die Kirchen auf ihre Archive zurückgreifen und Arierausweise ausstellen oder verweigern, leisten sie eine Diskriminierungsarbeit, auf welche die Nazis gar nicht verzichten können. Da die Schweiz nie unter deutsche Herrschaft kommt, bleiben die einheimischen Kirchen hier von einer schlimmeren Verstrickung bewahrt.

Wie die Schweizer Behörden im August 1942 den zufluchtsuchenden Juden ausnahmslos den Schutz verweigern, geht die Kirche erstmals offen auf Konfrontationskurs. Kocher schildert ausführlich und anschaulich, wie sich verschiedene Exponenten des Protestantismus heftig gegen die Ausschaffungen wehren. Obwohl die Behörden ihre unmenschlichen Massnahmen nur vorübergehend leicht abmildern und bis Ende 1943 mit aller Schärfe praktizieren, halten die protestantischen Verantwortlichen mit ihrer Kritik bald wieder zurück. Nach Kocher beruht dieses Verstummen teilweise auf einer Fehleinschätzung: Die Kritiker hätten geglaubt mit ihren Protesten eine wesentliche Kursänderung erreicht zu haben. In Wahrheit hatten die Behörden ja nur die seltenen Ausweisungen aus dem Landesinneren gestoppt, während die systematischen Abweisungen an den Grenzen weitergingen. Der Autor weist aber darauf hin, dass selbst für den Präsidenten des Kirchenbundes offene Grenzen nicht vorstellbar sind. «Es konnte», meint Koechlin, «weder verlangt noch zugestanden werden, die Grenzen grundsätzlich zu öffnen.» (232)

Eine Hilfe, die diese Prämisse akzeptiert, muss sich auf Einzelfälle beschränken. Ab September 1942 nehmen die Behörden von den Hilfswerken Namen von Personen entgegen, die sie ausnahmsweise aufnehmen. Bei Kocher lässt sich erstmals nachlesen, wie diese Listen der Non-Refoulables zustande kommt. Sie gehen wesentlich auf die Initiative der Protestanten zurück, dennoch werden bei der Auswahl auch andere Konfessionen und Religionen berücksichtigt. Obwohl dieser Sonderregelung Hunderte von Menschen ihr Leben verdanken, verschweigt Kocher nicht die Schattenseite: «Ein solches Übereinkommen kann mit guten Gründen als prinzipielle Zustimmung zur Schliessung der Grenzen und insofern auch als Paktieren mit den für jene Massnahmen Verantwortlichen kritisiert werden.» (381)

Erst seit 1942 wendet sich die protestantische Flüchtlingsarbeit auch den Juden zu. Ihr Herzstück ist die Freiplatzaktion, mit der Alte, Kranke, Kinder oder Mütter aus den Lagern herausgenommen und privat untergebracht werden. Insgesamt 1700 Personen, davon über 1000 Juden, profitieren von dieser Aktion. Gegenüber dem häufig problematischen Lagerleben bedeutet die private Unterbringung für viele eine beträchtliche Erleichterung.

Weiter beschreibt Kocher den massiven internationalen Protest gegen die Judenverfolgungen in Ungarn im Jahre 1944, bei dem der Schweizer Protestantismus eine wichtige Rolle spielt. Schliesslich geht er auch auf die Auseinandersetzungen um das Dauerasyl ein, die in den ersten Jahren nach dem Krieg stattfinden. Statistische Materialien zu den protestantischen Hilfswerken, ein Forschungsbericht zur Flüchtlingsthematik und ein nützliches Personenregister schliessen das Buch ab.

Kocher setzt sich eingehend damit auseinander, wieso der schweizerische

Protestantismus so spät und zurückhaltend auf die Ereignisse reagiert. Als Gründe verweist er immer wieder auf einen innerhalb der Kirchen verbreiteten religiösen Antijudaismus. Der Autor ist stark in der Analyse der religiösen Aspekte, denen er den ganzen hier nicht weiter besprochenen zweiten Teil widmet. Ich stimme mit Kocher darin überein, dass das antijüdische Erbe des Christentums eine zentrale Rolle spielte. Allerdings liegt darin, dass er sich stark auf theologische und Mechanismen innerhalb des Protestantismus konzentriert, auch eine Gefahr.

Ich möchte dies kurz darlegen, indem ich den Blick stärker, als es Kocher tut, auf die ganze Gesellschaft ausweite. Sofort fallen einige Phänomene auf: Die Selbstberuhigung, man hätte mit den Protesten vom August 1942 das Nötigste erreicht, und die damit verbundene Weigerung, grundsätzlich für Juden offene Grenzen zu fordern, ist weit verbreitet. Diese Haltung wird von allen Hilfswerken und allen wichtigen gesellschaftlichen Institution geteilt, nur die Juden nehmen teilweise einen anderen Standpunkt ein. Bei der Presse käme eine systematische Untersuchung, die noch zu leisten wäre, ohne Zweifel zum gleichen Ergebnis. Gleiches gilt für die lange währende Blindheit bezüglich der jüdischen Aspekte der Flüchtlingsfrage oder die Akzeptanz der Transitmaxime. Die wichtigsten Phänomene der protestantischen Politik findet man also nicht nur innerhalb der Kirche und sie lassen sich nur begreifen, wenn man sie im Kontext der ganzen Gesellschaft betrachtet.

Trotz dieser Kritik halte ich Kochers Arbeit für gelungen und wichtig. Nach meinem Dafürhalten spielten moralische Institutionen eine sehr wichtige Rolle in der damaligen Asylpolitik. Ihre Proteste und Pressionen liessen weder die politisch Verantwortlichen noch die ausführenden Beamten unberührt. An einer anhaltend massiven Kritik hat es indes gemangelt. Deshalb sind zur Erklärung der flüchtlingspolitischen Ereignisse auch die schweigenden oder nur halblauten Institutionen interessant und man wünscht sich beispielsweise eine analoge Studie über den Schweizer Katholizismus.

Stefan Mächler (Zürich)

WALTER L. BERNECKER (ED.)
DIE SCHWEIZ UND LATEINAMERIKA IM 20. JAHRHUNDERT
ASPEKTE IHRER WIRTSCHAFTS- UND FINANZBEZIEHUNGEN

PETER LANG, FRANKFURT A. M. 1997, 362 P., FS 67.–

Cet ouvrage, consacré à l'étude des relations économiques entre la Suisse et l'Amérique latine au XXe siècle, vient combler en partie une lacune de l'historiographie suisse. En effet, peu de travaux ont mis en lumière l'importance croissante qu'a représentée l'Amérique latine pour l'économie suisse, tant parmi les secteurs industriels exportateurs qu'auprès des milieux financiers. Partant de ce constat, *Walter Bernecker* a réuni pour cette publication quatre contributions très détaillées qui abordent les relations économiques sous l'angle des aspects financiers pour le Chili, des échanges commerciaux pour le Brésil ou encore des liens entre l'économie suisse et l'aide au développement pour le Pérou. Les sources utilisées par les chercheurs proviennent essentiellement des fonds des archives fédérales à Berne.

La première contribution, rédigée par *Martin Kloter*, traite des relations financières entre la Suisse et le Chili de 1888 à 1948. La recherche se divise en deux volets chronologiques. En premier lieu, l'auteur retrace le développement des investissements suisses – sous forme de

prêts accordés par les milieux bancaires au gouvernement chilien et aux organismes étatiques – depuis le premier achat de titres en 1888, jusqu'à la veille de la crise mondiale en 1929. Au cours de cette première phase, on assista après la Première Guerre mondiale à une augmentation des capitaux helvétiques vers ce pays, atteignant pour les années 1928–1930 des montants assez importants. La crise de 1929 se répercuta de façon très sévère sur l'économie chilienne et obligea le gouvernement de ce pays à décréter un moratoire sur la dette extérieure. En deuxième partie du travail, l'auteur aborde la façon dont les milieux créanciers suisses, en collaboration avec les autorités gouvernementales helvétiques, cherchèrent à résoudre le problème posé par le rapatriement des intérêts et des amortissements bloqués. Or, au cours des années '30 les exigences des créanciers se trouvèrent confrontées aux objectifs économiques d'autres groupes d'intérêt comme celui du secteur exportateur suisse ou encore celui des entreprises nord-américaines et britanniques craignant pour leurs importants investissements miniers au Chili. En outre, des considérations relevant de la politique extérieure des Etats-Unis entrèrent, elles aussi, en ligne de compte. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale que les créanciers disposèrent d'un moyen de pression suffisant pour faire plier le gouvernement chilien. Ce dernier, ayant à ce moment un besoin accru en capitaux, avait déposé une demande de prêt auprès de la Banque Mondiale. Les créanciers privés firent pression pour qu'aucun prêt ne soit accordé avant que le gouvernement chilien n'ait résolu le problème de la dette. Pour finir, un accord définitif sur la dette intervint en 1948.

En deuxième partie du livre, *Peter Marbet* aborde les relations commerciales entre la Suisse et le Brésil depuis la crise économique de 1929 jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le choix de ce pays se justifie par le fait que, depuis le début du XXe siècle, le Brésil est un partenaire commercial important pour la Suisse, se situant derrière l'Argentine au deuxième rang des marchés latino-américains. Les difficultés économiques rencontrées par le Brésil, en raison de l'effondrement mondial du prix du café en 1929, eurent comme conséquences le gèle des créances commerciales suisses ainsi qu'un recul des exportations. Dès lors, la politique commerciale suisse visa, au cours des années '30, à conjuguer trois objectifs: le rapatriement des créances, la recherche d'une balance commerciale positive avec le Brésil et enfin le maintien de ce débouché pour les branches exportatrices suisses. Sur ce dernier point, les milieux industriels et institutionnels helvétiques ne perdaient pas de vue la phase d'industrialisation dans laquelle s'était résolument engagée le Brésil, évolution propice à l'augmentation des exportations vers ce marché. En dépit des difficultés rencontrées, la Suisse parviendra – après un accord de compensation conclu en 1936 avec le gouvernement brésilien – à intensifier ses exportations, renversant de ce fait la balance commerciale demeurée jusqu'alors négative avec ce pays. L'auteur arrive à la conclusion que la Suisse au cours des années '30 chercha à intensifier ses exportations vers le Brésil en raison du resserrement des marchés traditionnels, considérant ce débouché comme un marché de soutien et d'expansion.

Annina Jegher poursuit, dans une troisième étude, la même démarche que l'auteur précédent en examinant les échanges commerciaux avec le Brésil, cette fois-ci depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1955. L'auteure s'attache avant tout à mettre en exergue les objectifs économiques définis

par la Suisse ainsi que les stratégies commerciales adoptées par celle-ci pour faire face aux cycles conjoncturels successifs que traverse l'économie brésilienne durant cette période. Après le conflit mondial, la Suisse chercha à s'intégrer rapidement dans l'économie internationale et dans cette optique le marché brésilien s'avérait important. De fait, on assista dès 1945 à une reprise vigoureuse des échanges entre les deux pays. Pourtant, afin de protéger sa phase d'industrialisation et équilibrer sa balance commerciale, le Brésil instaura dès l'année 1947 une série de restrictions aux importations qui touchaient en particulier les produits considérés comme «non-essentiels», parmi lesquels on trouvait les montres et les textiles suisses. La Suisse s'adapta à cette nouvelle situation afin de ne pas léser les autres produits d'exportation tels que les biens d'équipement ou les produits pharmaceutiques qui voyaient leur demande augmenter en raison du processus d'industrialisation. Ainsi, le caractère flexible de la politique commerciale suisse, tant de fois souligné dans d'autres travaux, ressort clairement de cette étude. Selon l'auteure, l'élément marquant de la politique économique de la Suisse au Brésil repose sans conteste sur son caractère pragmatique, recherchant en premier lieu la maximalisation du profit.

La recherche menée par Branka Fluri vient clore cette série d'études en mettant en perspective, de 1955 à 1975, les relations économiques de la Suisse avec le Pérou ainsi que l'aide au développement apportée à ce dernier pays. L'auteure commence par dresser un tableau des échanges commerciaux entre les deux pays ainsi que du niveau des investissements suisses. La période examinée fut marquée de façon récurrente par des conflits sur le plan des tarifs douaniers ainsi que par le problème du contrôle des devises. Dès l'année 1968, suite à un changement du gouvernement péruvien, les questions économiques se focalisèrent sur les nationalisations. Ces divers éléments conduisirent en définitive à un retrait progressif des investissements suisses. La deuxième partie de la recherche s'attache à étudier le travail réalisé par la Suisse en matière d'aide au développement au Pérou. Les projets mis sur pied par la Suisse se centrèrent essentiellement sur le domaine agricole. Il apparut par la suite, lors des évaluations réalisées, que la plupart des projets gérés par le secteur privé étaient, soit inadaptés aux conditions locales, soit surdimensionnés. En règle générale, les projets menés à bien par les organisations gouvernementales suisses atteignirent de meilleurs résultats. Depuis les années 1960, au niveau institutionnel, l'aide au développement se trouvait prise en main par deux Départements fédéraux, à savoir les Affaires étrangères et l'Economie publique. Cette situation provoqua souvent un manque de clarté dans les prises de décisions en matière d'aide au développement. En dernier lieu, Fluri examine les liens qui unissaient la politique d'aide au développement aux sphères de l'économie privée en Suisse. L'auteure montre très clairement, en s'appuyant sur des cas concrets, comment la logique économique sous-tendait toute forme d'aide, le but étant en définitive d'aider le Pérou en aidant surtout le secteur exportateur helvétique.

Pour conclure, on peut dire que le grand mérite de cet ouvrage collectif est d'avoir apporté une contribution déterminante à l'étude des problématiques ayant trait aux relations de l'économie suisse avec les pays latino-américains. Vu la rareté des travaux dont nous disposons dans ce domaine, nous ne pouvons que souhaiter que de telles initiatives se renouvellent. Toutefois, il aurait été intéressant que les auteurs approfondissent

certains points qu'ils ont en partie soulevés dans leurs travaux. Premièrement, il aurait fallu examiner dans quelle mesure la politique des Etats-Unis, de par son rôle de puissance hégémonique, détermine la politique économique de la Suisse en Amérique latine: quelle est la marge d'intervention des milieux politiques et économiques suisses, existe-t-il entre ces deux pays une rivalité d'intérêt ou une entente de bons offices? En deuxième lieu, il aurait été souhaitable que les études débouchent sur une réflexion d'ensemble en ce qui concerne les relations prévalant en Suisse entre les milieux financiers, commerciaux et étatiques: quels sont les points de friction ou les modes de collaboration de ces trois entités? Enfin, une dernière remarque générale se situe au niveau du flou théorique et conceptuel – qui ne découle pas directement des études mais qui fragilise néanmoins leur analyse historique – dont souffre encore la recherche en Suisse sur la question des rapports économiques avec l'Amérique latine. C'est aussi dans ce sens que les contributions présentées ici ouvrent de nouveaux horizons en dirigeant les faisceaux de la recherche historique suisse touchant à l'Amérique latine vers une grille de lecture plus large et théorique.

L'Amérique latine, demeurée très longtemps pour la Suisse un véritable pôle d'attraction migratoire et économique, mérite en tout cas que ces démarches soient amorcées, c'est sans aucun doute la voie que cet ouvrage a cherché clairement à tracer.

Rodrigo López Quirland (Lausanne)

RENÉ HOLENSTEIN
WAS KÜMMERT UNS DIE DRITTE WELT
ZUR GESCHICHTE DER INTERNATIONALEN SOLIDARITÄT IN DER SCHWEIZ

CHRONOS, ZÜRICH 1998, 280 S., 50 ABB., FR. 48.–

Die Geschichte der Entwicklungspolitik der Nachkriegszeit ist eigentlich eine Geschichte des Scheiterns bisheriger Entwicklungskonzepte zum Abbau des Nord-Süd-Gefälles – dies verdeutlicht gerade die aktuelle Asienkrise. Und nichts liegt René Holenstein ferner, als ebendiese Geschichte nachzuzeichnen. Seine Dissertation beginnt mit dem Satz: «Wissenschaft und entwicklungspolitische Praxis miteinander zu verbinden, das war schon immer eines meiner wichtigsten Anliegen.» Resignation ist seine Sache nicht. Ganz im Gegenteil hat sein jahrelanger persönlicher wie beruflicher Einsatz in entwicklungspolitischen Organisationen Niederschlag gefunden in der engagierten Perspektive, aus der heraus das Buch geschrieben ist.

Im Zentrum steht der Begriff der Solidarität, der für den Autor «grundsätzlich alle Manifestationen und Handlungen mit einschliesst, welche die wechselseitige Angewiesenheit der Menschen innerhalb der (Welt-)Gemeinschaft zum Ausdruck bringen». Dabei gelingt es ihm, ein facettenreiches Kaleidoskop dieses Konzepts herauszuarbeiten. Auf der einen Ebene verfolgt er die historische Veränderung des Solidaritätsverständnisses seit dem Zweiten Weltkrieg. Auf einer zweiten Ebene untersucht er die Bedeutung von Solidarität für staatliche und kirchliche Entwicklungsorganisationen sowie für die entwicklungspolitischen Bewegungen aus dem Umfeld der Neuen Linken seit dem Ende der 60er Jahre. Mit der Fokussierung auf Motive und Ideale von im Entwicklungsbereich engagierten Vordenker-

Innen, OrganisationsleiterInnen und praktisch in Entwicklungsländern Tätigen schliesslich schafft René Holenstein auch eine ganz konkrete, persönliche Anbindung von Solidaritätsvorstellungen.

Inhaltlich ist das Buch weitgehend chronologisch aufgebaut und beginnt mit einem längeren Teil zur Formierung der Dritten Welt in den 50er Jahren, in welchem die im Algerienkrieg ruhenden Wurzeln der Solidaritätsbewegung in der Schweiz freigelegt werden. Gerade am Beispiel Algerien wird die Paradoxie des zeitgenössisch absolut dominanten Feindbildes Kommunismus deutlich: Hatte die Brille des Antikommunismus eine tragische Kurzsichtigkeit in der offiziellen wie öffentlichen Wahrnehmung des Konflikts zur Folge, muss sie gleichzeitig als eigentlicher Motor für ein Engagement der Schweiz in Entwicklungsländern gelten.

Die frühe staatliche Entwicklungshilfe seit Beginn der 60er Jahre – vom Autor auf die griffige Konsensformel «Solidarität im Rahmen der Neutralität» gebracht – ist Thema des zweiten Teils. Überzeugend wird vor allem im Kapitel zur Metaphorik von Entwicklungshilfe und Solidarität die These vertreten, dass mit einer Mischung aus rückwärtsgewandten Aspekten («humanitäre Tradition», «Geistige Landesverteidigung») und fortschrittlichen Ideen (Weltoffenheit, weltweite soziale Gerechtigkeit) Entwicklungshilfe als gesellschaftlich identitätsstiftende Komponente konstruiert und erfolgreich promoviert worden ist. Ebenso deutlich kommt auch zum Ausdruck, wie selbstverständlich staatliche Entwicklungshilfe in den 60er Jahren mit wirtschaftlich eigennützigem Denken verknüpft gewesen ist.

Nichtstaatliche, das heisst in erster Linie kirchliche Entwicklungsorganisationen – im dritten Teil am Beispiel des Hilfswerkes der evangelischen Kirchen der Schweiz (Heks) thematisiert – begannen in der zweiten Hälfte der 60er Jahre als erste mit einer selbstkritischen Hinterfragung bisheriger Entwicklungskonzepte, namentlich der Übertragung westlicher Wertmassstäbe auf die sogenannte Dritte Welt. Indem René Holenstein den Paradigmenwechsel im kirchlichen Entwicklungsdenken und die daraus resultierende Forderung nach Struktur- und Verhaltensänderung in der Ersten Welt verfolgt, arbeitet er auch deutlich Probleme und Grenzen der politischen Betätigungsmöglichkeit kirchlicher Entwicklungsorganisationen heraus.

Ein spezielles Kapitel ist anschliessend der Vietnam-Solidaritätsbewegung und dem Aufbruch der jungen Generation von 1968 gewidmet. Diese wertet der Autor als «Initialzündung» für längerfristige Lernprozesse, zu denen etwa ein stark steigendes «Dritte-Welt»-Bewusstsein gehört. Den sich abzeichnenden gesellschaftlichen Wandel versucht er im letzten Kapitel anhand der zahlreichen entwicklungspolitischen Aktionsgruppen zu verdeutlichen, welche sich 1972 zur *Schweizerischen Arbeitsgruppe für Entwicklungspolitik* (Safep) zusammenschlossen.

Gerade aufgrund der zentralen Rolle, die der Autor diesen neuen sozialen Bewegungen für die Veränderung des öffentlichen Bewusstseins und – in geringerem Masse – auch für eine Öffnung der Schweizer Aussenpolitik seit den 70er Jahren attestiert, ist es schade, dass er ihnen in seinem Buch nur wenig Raum zumisst. Eine vertiefte Auseinandersetzung mit der *Erklärung von Bern* – Einblick gestattet lediglich das Gespräch mit der langjährigen Fachsekretärin Anne-Marie Holenstein – wäre insofern besonders wünschenswert gewesen, als der Autor ihren Bericht «Entwicklungsland Welt – Entwicklungsland Schweiz» als eigentliche Zäsur in bezug auf das übergeordnete Entwicklungsdenken in der Schweiz wertet.

Insgesamt betrachtet gelingt es René Holenstein, ein sehr komplexes Gebiet der jüngsten Schweizer (und Welt-)Geschichte mittels einer durchweg geglückten Verbindung von Allgemeinem und Besonderem übersichtlich, klar und inhaltlich überzeugend darzustellen. Mit einem Blick für übergeordnete Entwicklungslinien und -zusammenhänge stellt er zu Beginn der grösseren Kapitel den jeweiligen Diskussionszusammenhang im internationalen Kontext sowie die Grundzüge der innenpolitisch-gesellschaftlichen Entwicklung her. Besonders wertvoll sind die vertieften Einblicke, die man durch die zahlreich eingestreuten Einschätzungen und Kommentare der entwicklungspolitisch engagierten ZeitgenossInnen gewinnt. Dies gilt in noch verstärktem Masse für die jeden grösseren Abschnitt abschliessenden Gesprächsauszüge mit Entwicklungsfachleuten, welche mit ihren persönlich gefärbten Schilderungen von Erfahrungen und Erkenntnissen René Holensteins Argumentation gleichsam den Charakter einer offiziellen Legitimation erteilen.

Und genau darin manifestiert sich auch eines der Hauptprobleme dieser Dissertation. Es fehlt nämlich jede quellenkritische Auseinandersetzung mit den Aussagen der porträtierten und zitierten ZeitzeugInnen. Dies ist problematisch, da es sich bei Oral History um eine schwierige und fallstrickreiche Methodik handelt, deren Resultate vorsichtig zu kommentieren, interpretieren und relativieren wären. Zu bedauern ist auch, dass der Autor keine Diskussion des Forschungsstandes im Bereich von Entwicklungsfragen und -problemen unternimmt, etwa in bezug auf theoretische Überlegungen und Konzepte zum Nord-Süd-Konflikt. Aus wissenschaftlicher Perspektive kann daher ein gewisses theoretisches Defizit der Arbeit festgestellt werden. Zwar werden Aspekte der Modernisierungstheorie wie auch Konzepte von Tiersmondismus oder Befreiungstheologie angesprochen. Im Fall der Dependenztheorie, welche gerade für die entwicklungspolitischen Solidaritätsgruppen der frühen 70er Jahre von zentraler Bedeutung war, fehlt allerdings eine Analyse. Es drängt sich die Frage auf, ob der Autor – mit Blick auf das aus heutiger Sicht offensichtliche Versagen aller grossen entwicklungspolitischen Theorien – in seiner historischen Dissertation nicht «das Kind mit dem Bade ausgeschüttet» hat.

Eine Erklärung für diese wissenschaftlichen Leerstellen scheint mir in René Holensteins überzeugendem Bemühen um Einfachheit und Klarheit zu liegen. An jedes neue Thema wird mit einleitenden Bemerkungen zu interessanten Fragestellungen und Problembereichen herangeführt, nach längeren Diskussionen wird der rote Faden in zusammenfassenden Kurzsynthesen wieder aufgegriffen und weitergesponnen. Die extrem hohe LeserInnenfreundlichkeit resultiert nicht zuletzt aus der einfach, sachlich und präzis gehaltenen Sprache des Autors. Dies macht die vorliegende Dissertation gerade auch für ein breiteres, nichtakademisches Publikum zur ebenso angenehmen wie anregenden Lektüre.

Franziska Meister (Zürich)

ANNE MONJARET
LA SAINTE CATHERINE
CULTURE FESTIVE DANS L'ENTREPRISE

LE REGARD DE L'ETHNOLOGUE 8, C. T. H. S., PARIS 1997

Une ethnographie d'un jour – le 25 novembre – voire de quelques heures, tel est le sujet de l'ouvrage, abondamment illustré, de Anne Monjaret. (On peut lire dans *traverse* 1996, no 3, un article de l'auteur:

«Les communications téléphoniques privées sur les lieux de travail»). Cette journée emblématique des rapports sociaux de sexe et de profession suscite et construit des imaginaires collectifs. Les gestes et la ritualité de la Sainte Catherine, expriment également des caractères éminemment politiques de la fête: «c'est-à-dire le moyen de mise en œuvre d'un pouvoir et d'un contre pouvoir» (*Les usages politiques des fêtes aux XIXe–XXe siècles*, Publications de la Sorbonne, 1994, sous la direction de A. Corbin, N. Gérôme, D. Tartakovsky).

Point de départ, la biographie de Sainte Catherine, rappel nécessaire afin de montrer les interprétations et les usages qui en découleront. Selon *La Légende dorée*, Sainte Catherine, jeune fille d'origine royale et de superbe prestance aurait été suppliciée sur la roue en 310. Cette version est reprise dans un récit ultérieur, daté du XVe siècle qui relate, en outre, la figure du mariage mystique. Ici, est présentée une Catherine fière de ses atours qui «cherche» à épouser un homme conforme à ses attraits. Une tierce personne, un ermite, fait office de médiateur. Catherine, en prière, évoque Marie qui, seconde intermédiaire, transmet la demande à son fils. Le Christ la juge laide. Catherine rencontre une nouvelle fois l'ermite qui la baptise; dès lors, Jésus la trouve «belle».

Sans doute, une des particularités des fêtes et de celle-là en particulier est de traverser les siècles. Du XIIe siècle au XXe siècle, la Sainte Catherine est fêtée en France sous des formes diverses. Jusqu'au XVIIIe siècle, elle correspond simultanément à la célébration des jeunes filles à marier et à celle des «vieilles filles». Tout au long du XIXe siècle, la Sainte Catherine se transforme. De rituel paysan réunissant l'ensemble de la communauté, elle devient fête urbaine aux liens sociaux plus restreints. Un des éléments essentiels qui caractérise la fête réside dans le changement d'état de la jeune fille. L'âge nubile est un moment critique que le XVIIIe siècle et plus encore le XIXe siècle s'attachera à décrire (Se reporter aux lignes stimulantes de M. Perrot, «Figures et rôles», in *Histoire de la vie privée*, vol. 4). Ce rite de passage, accompagné de gestes et de paroles obscènes, autorisés le temps d'une journée, donne un sens symbolique à la transformation biologique de la jeune fille. Elle «entre» dans la Sainte Catherine, et sur une dizaine d'années, doit veiller à ne pas «rester», à ne pas coiffer Sainte Catherine. Ce moment crucial marque alors «la désillusion pour les vieilles filles» et l'entrée dans un monde en marge: celui du célibat.

Les institutions ecclésiastiques ont œuvré à christianiser la fête, cependant, entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, la fête suit un processus de laïcisation. Elle se déplace vers ce monde professionnel féminin par excellence qu'est celui de la couture. La forme corporative de la profession ainsi que l'utilisation des aiguilles et l'élaboration des chapeaux situe désormais la fête dans un monde en voie d'urbanisation et en voie de déchristianisation. La Sainte Catherine se ritualise à l'intérieur d'espaces professionnels féminins: l'atelier et le bureau. Cela n'empêche pas des incursions extérieures lors de cortèges qui rappellent les processions. Le groupe festif devient celui du travail. Si le prêtre s'éclipse, c'est une autre figure institutionnelle qui le remplace: le patron, figure masculine à caractère paternaliste. «Les fêtes d'entreprise se rapprochent des fêtes corporatives se déroulant, de préférence, sur les lieux de travail, et surtout réunissant tous les salariés d'un même établissement, du directeur aux subalternes» (p. 59).

Anne Monjaret considère que cette forme de «culture d'entreprise» dure

jusqu'au tournant des années 60–70 de notre siècle. La fête s'enracine toujours plus dans l'espace du travail. La presse et les devantures de magasin en font moins écho. Cette sociabilité nouvelle souligne alors le mérite des membres de la communauté de travail au sein de l'entreprise, œuvrant pour le développement de cette dernière. D'une fête «dans» l'entreprise, la Sainte Catherine devient une fête «de» l'entreprise. On n'annonçait alors ni la mort du salariat ni les vertus de la délocalisation!

Dans la seconde partie des années 1970, la Sainte Catherine focalise les critiques sexistes et paternalistes, elle sert de prétexte aux revendications féministes. Les milieux de la couture parisienne reprendront cette fête, sous l'impulsion de manifestations de quartier au milieu des années 1980.

Ainsi, la Sainte Catherine, fête polymorphique, inscrit des gestes – port du chapeau, choix des couleurs, langages, plaisanteries – en les qualifiant de traditionnels. Ceux-ci ne sont cependant que la traduction contemporaine de la «re»production de multiples rapports sociaux, rapports sexués, rapports salariés, rapports d'âge, rapports d'état: virginité, célibat, mariage. Seule l'éphéméride ne s'est pas modifiée.

Bel ouvrage qui donne à lire à l'historien une chronologie sociale et culturelle particulière. Elle enrichit nos approches temporelles des rapports sociaux et donne du sens à la temporalité du monde contemporain. Belle démonstration de l'insertion d'une forme culturelle dans la longue durée. Décidément, après Le Goff et Mayer, la temporalité de l'Ancien Régime n'en finit pas d'être toujours plus contemporaine! On regrettera l'absence d'une analyse ou, à tout le moins, d'une mise en perspective comparative, par exemple, des divers usages nationaux de cette fête. La bibliographie de l'ouvrage ne recense d'ailleurs que des titres francophones.

Je suis de ceux qui pensent que les historiens doivent beaucoup à «l'esprit des ethnologues», l'ouvrage d'Anne Monjaret me le confirme.

Louis-Philippe L'Hoste (Lausanne)

DANIÈLE LENZIN
«FOLKLORE VIVAT, CRESCAT, FLOREAT!»
ÜBER DIE ANFÄNGE DER WISSENSCHAFTLICHEN VOLKSKUNDE IN DER SCHWEIZ UM 1900

VOLKSKUNDLICHES SEMINAR DER UNIVERSITÄT ZÜRICH, ZÜRICH 1996, 190 S., FR. 30.–

Die volkskundliche Forschung übt schon seit Jahrzehnten einen bedeutenden Einfluss auf die Historiographie aus. Die deutschsprachige Sozialgeschichte der Nachkriegszeit nahm die Anliegen der volkskundlichen Landesgeschichte ebenso auf, wie später die Alltagsgeschichte von den modernen volkskundlichen Kulturwissenschaften profitierte. Das Buch von Danièle Lenzin über die Anfänge der schweizerischen Volkskunde um 1900 ist deshalb auch aus historiographischer Perspektive von Interesse. Es untersucht eine Vorläuferin der schweizerischen Sozialgeschichte, deren eigene Entstehung ebenfalls noch weitgehend unerforscht ist. Lenzins Arbeit ist in der neuen Reihe «Zürcher Beiträge zur Alltagskultur» erschienen, die von Ueli Gyr, Professor für Volkskunde in Zürich, herausgegeben wird.

Die Volkskunde hat sich in der schweizerischen Universitätslandschaft erst in den späten 1930er Jahren etabliert. Der erste Lehrstuhl in Basel wurde 1938, derjenige von Richard Weiss in Zürich erst 1946 eingerichtet. Die Vorgeschichte des Faches reicht jedoch, als Teil der ger-

manistischen Sprachwissenschaften sowie als Vereinsgeschichte, bis ins 19. Jahrhundert zurück. Die ersten volkskundlichen Vereine stammen im deutschsprachigen Raum aus den 1890er Jahren, ebenso die ersten fachspezifischen Zeitschriftenprojekte. Lenzin untersucht die Entstehungsgeschichte der «Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde» (gegründet 1896) innerhalb dieses Umfelds. Sie stützt sich dabei auf die Vereinsakten sowie auf die Korrespondenz Eduard Hoffmann-Krayers, der Schlüsselfigur der frühen schweizerischen Volkskunde. Ihre Aktenkenntnis ist profund, und selbst unscheinbare Marginalien wie das verbindungsstudentische Motto zur Vereinsgründung (siehe Buchtitel) entgehen ihrem Blick nicht.

Eduard Hoffmann-Krayer (1864 bis 1936), wohlalimentierter Spross einer Basler Patrizierfamilie (Textilindustrie), wird für den sozialhistorischen Ansatz, den Lenzin in ihrer Arbeit verfolgt, zum Problem. Sein persönlicher Anteil stellt alle anderen Faktoren der frühen Fachgeschichte in den Schatten. Er begründete nicht nur den Verein, sondern auch die erste volkskundliche Zeitschrift (das *Schweizerische Archiv für Volkskunde,* ab 1896) und gab später zusammen mit Hanns Bächtold-Stäubli das zehnbändige *Handwörterbuch des deutschen Aberglaubens* heraus. Doch Lenzin verliert angesichts dieses Cracks das soziale Umfeld nicht aus den Augen. Sie richtet einerseits ein besonderes Augenmerk auf den weniger bekannten Germanisten John Meier (1864–1953), grossbürgerlicher Abkömmling einer norddeutschen Magistratenfamilie, der von 1899 bis 1912 an der Universität Basel lehrte und der die «Schweizerische Gesellschaft für Volkskunde» zwischen 1905 und 1912 präsidierte. Andererseits ergänzt sie ihre Arbeit mit einer sozialgeschichtlichen Kollektivbiographie über die 60 Gründungsmitglieder des Vereins. Abschliessend versucht Lenzin, die inhaltliche Ausrichtung der schweizerischen Volkskunde (im Sinne Hoffmann-Krayers) schärfer zu konturieren. Sie vergleicht dazu die programmatischen Erklärungen in den Erstausgaben der österreichischen, der deutschen und der schweizerischen volkskundlichen Zeitschriften, die alle in den 1890er Jahren begründet wurden.

Lenzin kommt in ihrer Arbeit zu zwei bemerkenswerten Ergebnissen. Die Kollektivbiographie zeigt, dass die schweizerische Volkskunde um 1900 (wie übrigens heute noch) stark ausseruniversitär verankert ist, obwohl der Anstoss zur Gründung von akademischer Seite ausging. Die «Laien» machten rund die Hälfte der Gesellschaftsmitglieder aus. An ihnen lässt sich das gesellschaftliche Interesse am Fach ablesen. Danach war der Wert der Volkskunde für die nationale Repräsentation, beziehungsweise den Nationalismus des politischen Systems hoch: die verschiedenen Regierungs- und Parlamentsmitglieder sowie die vielen Lehrer im Verein zeugen davon. Zudem scheint die Volkskunde um 1900 recht populär gewesen zu sein, zumindest in bildungsbürgerlichen Kreisen. Der Verein zählte überraschend viele Museums- und Bibliotheksvertreter sowie eine Reihe von bürgerlichen Privatmitgliedern (zum Beispiel aus dem Zürcher «Lesezirkel Hottingen»).

Das andere Ergebnis der Arbeit betrifft die inhaltliche Ausrichtung der frühen schweizerischen Volkskunde. Lenzin fragt nach Hoffmann-Krayers Einstellung gegenüber der Moderne und beruft sich dabei auf eine Interpretation von Hermann Bausinger. Dieser sieht in Hoffmann-Krayer nicht nur den konservativen Traditionalisten, sondern weist ebenso auf sein Modernitätsbewusstsein hin. Es war Hoffmann-Krayer, der dem Individuum eine modifizierende Kraft gegenüber den überlieferten Traditionen zubilligte.

Lenzin argumentiert nun überzeugend, dass dieses Modernitätsbewusstsein im Zusammenhang steht mit Jacob Burckhardts Geschichtstheorie, besonders mit seinem Begriff der individuellen «Triebkräfte».

Die Arbeit von Lenzin ist ein erster Baustein für die Wissenschaftsgeschichte der schweizerischen Volkskunde. Zwei Bereiche dieser Geschichte werden in Lenzins Untersuchung nur gestreift und wären eine vertiefte Auseinandersetzung wert. Da ist zum einen der Zeitpunkt, an dem sich die Volkskunde als eigenständiges Fach konstituiert. Richard Weiss hat die These aufgestellt, dass die Entstehung der Volkskunde mit der «Kulturkrise» des ausgehenden 19. Jahrhunderts zusammenhänge. Auch Lenzin stellt die Frage nach dem Zusammenhang von früher Volkskunde und der Mentalität des Fin de siècle, gibt aber gleichzeitig zu, dass die Konkretisierung dieser These schwierig sei. Eine Untersuchung, die die Rezeption volkskundlicher Arbeit ins Auge fasste (unter anderem Museen), könnte hier weiterhelfen.

Das zweite, aktuellere Forschungsdesiderat betrifft das Verhältnis der schweizerischen Volkskunde zur Geschichte des Nationalsozialismus. Die schweizerische Volkskunde entstand um 1900 in enger Verbindung mit der deutschen Volkskunde. Die sozialen und institutionellen Beziehungen wurden 1933 durch die Machtübernahme in Deutschland zwar in Frage gestellt, bestanden aber oft weiter. Auf einige dieser Beziehungen weist Lenzin hin, ohne die Frage systematisch weiterzuverfolgen. John Meier, der bis 1912 die schweizerische volkskundliche Gesellschaft präsidierte, übernahm danach den «Verband deutscher Vereine für Volkskunde», schlug 1933 einen stramm nationalsozialistischen Kurs ein und gab die Verbandsleitung erst 1949 wieder ab. Hoffmann-Krayer war bis 1926 Aktuar in dieser deutschen Schwesterorganisation. Er hatte auch nach 1933 keine Berührungsängste mit dem deutschen Verband, dem er als Beirat bis zu seinem Tod 1936 verbunden blieb. Auch die wissenschaftliche Ausrichtung der frühen schweizerischen Volkskunde gehört zur Vorgeschichte der NS-Zeit. Hoffmann-Krayer unterstrich in seinem Einführungsartikel zur ersten Nummer des *Schweizerischen Archivs für Volkskunde* die Bedeutung, welche die Anthropologie (als biologische Rassenkunde) als Hilfswissenschaft für die Volkskunde habe. Hoffmann-Krayer erwähnt Untersuchungen über Körperproportionen, Schädelformation, Haut- und Haarfarbe, die auf die «Spuren der Rassenvermischung» hinwiesen. Die Rolle der damaligen Rassenkunde für die Volkskunde war keineswegs marginal. In der gleichen Nummer erschien ein Artikel von Rudolf Martin, ab 1899 Privatdozent in Zürich für «physische Anthropologie», über die «Ziele und Methoden einer Rassenkunde der Schweiz». Zu erwähnen wäre etwa auch die ethnisch fundierte Bauernhausforschung eines Jakob Hunzikers. Dies sind nur verstreute Hinweise, die in einer weiterführenden Arbeit zu verfolgen wären, etwa nach dem Beispiel von Willi Oberkromes Untersuchung über die Vorgeschichte der deutschen Sozialgeschichte (Willi Oberkrome, *Volksgeschichte. Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918–1945*, Göttingen 1993).

Martin Lengwiler (Zürich)